



# Communiqué

## CAE publie ses résultats du troisième trimestre de l'exercice 2019

- Produits des activités ordinaires de 816,3 millions \$ vs 828,2 millions l'an dernier
- Résultat dilué par action de 0,29 \$ vs 0,53 \$ (0,38 \$ avant l'incidence de la réforme fiscale aux États-Unis et le gain net découlant de l'AACE) l'an dernier
- Flux de trésorerie disponibles<sup>(1)</sup> de 155,1 millions \$ vs 146,0 millions \$ l'an dernier
- Prises de commandes de 882,1 millions \$ pour un carnet de commandes<sup>(2)</sup> record de 9,0 milliards \$
- Commandes records de 64 FFS pour le secteur Civil depuis le début de l'exercice et nombre total prévu d'environ 70 FFS pour l'exercice au complet

**Montréal (Canada), le 8 février 2019 – (NYSE : CAE; TSX : CAE)** – CAE publie aujourd'hui ses résultats et annonce des produits des activités ordinaires de 816,3 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2019, comparativement à 828,2 millions \$ au troisième trimestre l'an dernier. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres s'est élevé à 77,6 millions \$ (0,29 \$ par action) au troisième trimestre, comparativement à 143,8 millions \$ (0,53 \$ par action) l'an dernier. Abstraction faite d'un recouvrement d'impôt sur le résultat attribuable à la réforme fiscale aux États-Unis et d'un gain net découlant de la réévaluation de la participation antérieure de CAE dans l'Asian Aviation Centre of Excellence (AACE), le résultat net aurait été de 102,7 millions \$ (0,38 \$ par action) l'an dernier. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens, sauf indication contraire.

« CAE a connu une belle lancée au troisième trimestre avec des commandes qui atteignent 882 millions \$ pour un carnet de commandes record de 9 milliards \$; et nous avons généré plus de 155 millions \$ en flux de trésorerie disponibles. D'ici la clôture de l'exercice financier, nous continuons de prévoir que CAE atteindra ses perspectives annuelles », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction à CAE. « Le résultat opérationnel est en baisse par rapport au troisième trimestre l'an dernier, ce qui est conforme à nos attentes qu'une part disproportionnée de nos perspectives annuelles de croissance sera générée par des livraisons records de simulateurs au dernier trimestre de l'exercice financier. Les commandes enregistrées pour nos solutions de formation civile demeurent élevées avec un carnet de commandes du secteur Civil qui atteint un nouveau sommet à 4,6 milliards \$. Nous avons signé des accords de formation à long terme avec des clients dont easyJet, et depuis le début de l'exercice, nous avons vendu 64 simulateurs de vol, ce qui dépasse déjà le record annuel de l'industrie. Du côté du secteur Défense, les résultats ce trimestre sont mitigés. Nous avons enregistré une forte croissance des revenus, qui s'explique en grande partie par un niveau plus élevé de services sur des contrats qui débutent et qui sont encore à un stade initial de rentabilité. Certains facteurs additionnels liés au 'timing' ont également contribué à la baisse du résultat opérationnel du secteur Défense ce trimestre que nous prévoyons atténuer au cours des prochains trimestres. »

## Sommaire des résultats consolidés

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles et les montants par action)</i>	<b>T3-2019</b>		<b>T3-2018</b>		<i>Écart en %</i>
			Retraité*		
Produits des activités ordinaires	\$	<b>816,3</b>	\$	828,2	(1 %)
Résultat opérationnel <sup>(3)</sup>	\$	<b>113,0</b>	\$	151,2	(25 %)
<i>Marges opérationnelles</i>	%	<b>13,8</b>	%	18,3	
Résultat opérationnel, abstraction faite du gain net lié à AACE	\$	<b>113,0</b>	\$	147,2	(23 %)
<i>Marges opérationnelles, abstraction faite du gain net lié à AACE</i>	%	<b>13,8</b>	%	17,8	
Résultat net	\$	<b>79,5</b>	\$	145,8	(45 %)
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$	<b>77,6</b>	\$	143,8	(46 %)
Résultat par action (RPA)	\$	<b>0,29</b>	\$	0,53	(45 %)
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres, abstraction faite de l'incidence de la réforme fiscale aux États-Unis et du gain net lié à AACE	\$	<b>77,6</b>	\$	102,7	(24 %)
RPA, abstraction faite de l'incidence de la réforme fiscale aux États-Unis et du gain net lié à AACE	\$	<b>0,29</b>	\$	0,38	(24 %)
Carnet de commandes total	\$	<b>8 964,6</b>	\$	7 534,9	19 %

\* Les résultats financiers publiés ont été retraités afin de refléter les modifications comptables exigées par la norme IFRS 15.

### Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil)

Les produits des activités ordinaires se chiffrent à 458,4 millions \$ ce trimestre, en baisse de 15 % par rapport au même trimestre l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel<sup>(4)</sup> s'est établi à 87,2 millions \$ (19,0 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 24 % par rapport au troisième trimestre l'an dernier, abstraction faite du gain net lié à AACE. Le taux d'utilisation<sup>(5)</sup> de nos centres de formation est de 75 % ce trimestre. En raison de l'arrêt de travail de cinq semaines l'été dernier, le secteur Civil a enregistré, comme nous l'avions prévu, moins de livraisons de simulateurs (installés chez le client et prêts pour la formation) au cours du troisième trimestre comparativement à la même période l'an dernier. CAE a réussi à accélérer la production afin d'atténuer l'incidence de cet arrêt de travail et le secteur Civil est sur la bonne voie pour livrer un nombre record de 56 simulateurs de vol (FFS) au cours de l'exercice, avec plus de 40 % uniquement au cours du quatrième trimestre.

Au cours du trimestre, le secteur Civil a signé des contrats pour des solutions de formation d'une valeur de 586,6 millions \$, y compris un contrat de 10 ans avec easyJet pour la formation de l'ensemble de ses pilotes qui s'entraîneront dans trois emplacements de formation de CAE en Europe, y compris un nouveau centre ultramoderne à London-Gatwick. Le secteur Civil a également signé un contrat exclusif de formation des pilotes avec Endeavor Air ainsi que des contrats de formation des pilotes d'avions d'affaires avec Icon Aviation et Windsor Jet. Le secteur Civil a vendu 16 FFS au cours du trimestre à des clients comme Nippon Cargo Airlines, Aeroméxico, Lufthansa Aviation Training et Shanghai Eastern Flight Training Company. Ces commandes portent à 50 le nombre total de FFS vendus pour les neuf premiers mois de l'exercice financier. Le secteur Civil a vendu 14 FFS additionnels depuis la clôture du trimestre pour un total de 64 FFS à ce jour, et prévoit atteindre environ 70 FFS vendus au cours de l'exercice au complet.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes<sup>(2)</sup> du secteur Civil est de 1,28 ce trimestre et 1,31 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes du secteur Civil a atteint un montant record de 4,6 milliards \$ à la fin du trimestre.

Le 8 novembre 2018, CAE a convenu de monétiser ses obligations de paiement de redevances futures en vertu de l'accord de fournisseur autorisé de formation (ATP) avec Bombardier et de prolonger cet accord jusqu'en 2038. En

décembre 2018, CAE a conclu la transaction de monétisation qui s'est traduite par une sortie de fonds de 155,0 millions \$ US. L'acquisition de la division Formation pour l'aviation d'affaires (BAT) de Bombardier par CAE a franchi d'importants obstacles sur le plan réglementaire en vertu de la loi antitrust américaine et, en attente de l'obtention des approbations réglementaires et des consentements de tiers, CAE prévoit maintenant conclure l'acquisition de la division BAT d'ici la fin du mois de mars 2019.

Depuis la clôture du trimestre, le secteur Civil a fait l'acquisition de la quote-part d'Avianca dans la coentreprise de formation, y compris les actifs de formation d'Avianca, dans le cadre d'un accord exclusif de 15 ans portant sur l'impartition de la formation.

### Sommaire des résultats – Solutions de formation pour l'aviation civile

(en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES et les FFS déployés)

	T3-2019	T3-2018	Écart en %
		Retraité	
Produits des activités ordinaires	\$ 458,4	\$ 540,5	(15 %)
Résultat opérationnel sectoriel (ROS)	\$ 87,2	\$ 119,4	(27 %)
Marges opérationnelles	% 19,0	% 22,1	
ROS, abstraction faite du gain net lié à AACE	\$ 87,2	\$ 115,4	(24 %)
Marges opérationnelles, abstraction faite du gain net lié à AACE	% 19,0	% 21,4	
Carnet de commandes total	\$ 4 566,1	\$ 3 925,6	16 %
Nombre équivalent de simulateurs (NES) <sup>(6)</sup>	219	205	7 %
FFS déployés	266	252	6 %

### Défense et sécurité (Défense)

Les produits des activités ordinaires se chiffrent à 330,2 millions \$ ce trimestre, en hausse de 27 % par rapport au même trimestre l'an dernier et le résultat opérationnel sectoriel est de 25,2 millions \$ (7,6 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 17 % comparativement au troisième trimestre l'an dernier. La croissance des produits des activités ordinaires est principalement attribuable à un niveau d'activités plus élevé sur le plan des services, y compris des contrats par l'entremise d'AOCE acquise récemment, et le contrat de la U.S Navy visant à fournir des services d'instruction au Chief of Naval Air Training, deux contrats qui débutent et qui sont encore à un stade initial de rentabilité. Des facteurs additionnels liés au 'timing' ont contribué à diminuer le résultat opérationnel et les marges du secteur Défense comparativement au troisième trimestre l'an dernier : des dépenses plus élevées en R-D relativement aux récents programmes de développement; et des retards au niveau de l'avancement des programmes ayant des marges plus élevées, y compris le programme canadien d'aéronefs de recherche et de sauvetage à voilure fixe et le centre de formation navale des Émirats arabes unis. CAE a déjà pris des mesures afin d'atténuer ces facteurs liés au 'timing' au cours des prochains trimestres.

Au cours du trimestre, le secteur Défense a enregistré des commandes de 267,8 millions \$, y compris la première phase d'un contrat de huit ans de plus de 250 millions \$ avec la U.S. Air Force visant à fournir des services complets d'entraînement des équipages C-130H. Parmi les autres importants contrats remportés, notons un contrat visant à fournir au consortium industriel Eurofighter une série de mises à niveau de ses dispositifs d'entraînement et des services de soutien à la maintenance pour le programme Eurofighter Pilot Synthetic Training System en Allemagne et en Espagne, et avec Boeing pour effectuer la mise à niveau de ses simulateurs P-8A. Le secteur Défense a également reçu une commande de la part de la U.S. Navy pour qu'elle entame la prochaine phase d'un contrat de cinq ans d'une valeur de plus de 160 millions \$ pour fournir des services d'instruction contractuels au Chief of Naval Air Training à cinq bases aéronavales. De plus, en vertu d'un programme américain de vente d'équipement militaire

à l'étranger, la U.S. Navy a octroyé un contrat pour continuer à fournir des services de maintenance et de soutien des systèmes d'entraînement MH-60R de la Royal Australian Navy.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense est de 0,81 ce trimestre et de 1,03 pour les 12 derniers mois (excluant les options de contrat). Le carnet de commandes, y compris les options et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à un montant record de 4,4 milliards \$ à la fin du trimestre.

### Sommaire des résultats – Défense et sécurité

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T3-2019		T3-2018	Écart en %	
			Retraité		
Produits des activités ordinaires	\$	330,2	\$	259,8	27 %
Résultat opérationnel sectoriel	\$	25,2	\$	30,3	(17 %)
Marges opérationnelles	%	7,6	%	11,7	
Carnet de commandes total	\$	4 398,5	\$	3 609,3	22 %

### Santé

Les produits des activités ordinaires du secteur Santé se chiffrent à 27,7 millions \$ ce trimestre, comparativement à 27,9 millions \$ au même trimestre l'an dernier, et le résultat opérationnel sectoriel est de 0,6 million \$, comparativement à 1,5 million \$ au troisième trimestre l'an dernier.

Le secteur Santé a annoncé le lancement de CAE Luna en janvier 2019, un simulateur de nouveau-né innovateur conçu pour répondre aux besoins en formation clinique en matière de soins aux nouveau-nés et aux nourrissons. De plus, au cours du trimestre, CAE Santé a développé deux nouveaux entraîneurs de tâches d'échographie CAE Blue Phantom pour la formation fondée sur la simulation : les modèles Pediatric Regional Anesthesia Central Line et Cardio Echo. CAE Santé a lancé le nouveau simulateur d'échographie CAE Vimedix 2.0, qui offre du nouveau contenu pédagogique et est compatible avec les nouveaux modules complémentaires de réalité augmentée.

### Sommaire des résultats – Santé

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T3-2019		T3-2018	Écart en %	
			Retraité		
Produits des activités ordinaires	\$	27,7	\$	27,9	(1 %)
Résultat opérationnel sectoriel	\$	0,6	\$	1,5	(60 %)
Marges opérationnelles	%	2,2	%	5,4	

### Autres points saillants financiers

Les flux de trésorerie disponibles affichent 155,1 millions \$ ce trimestre, comparativement à 146,0 millions \$ au troisième trimestre l'an dernier. L'augmentation découle essentiellement de la baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 14,2 millions \$ ce trimestre, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 15 %, comparativement à un taux négatif de 9 % au troisième trimestre l'an dernier. L'an dernier, le taux d'imposition négatif découlait principalement de la réforme fiscale aux États-Unis. Le taux d'imposition ce trimestre reflète l'impact positif des contrôles fiscaux au Canada et un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance<sup>(7)</sup> ont totalisé 61,6 millions \$ ce trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette<sup>(8)</sup> était de 985,7 millions \$ pour un ratio de la dette nette sur le capital total<sup>(9)</sup> de 29,4 %, comparativement à une dette nette de 795,1 millions \$ et à un ratio de la dette nette sur le capital total de 25,8 % à la fin du trimestre précédent.

CAE a conclu un accord visant à émettre des billets de créances de premier rang non garantis de 550 millions \$ US, assujettis aux conditions de clôture habituelles. Ces fonds serviront à financer l'acquisition de la division Formation pour l'aviation d'affaires (BAT) de Bombardier par CAE et à refinancer une partie de la dette existante de CAE ainsi que les récents prêts à terme annoncés le 8 novembre 2018. Les billets seront émis en tranches libellées en dollars américains à des taux d'intérêt fixes variant entre 4,45 % et 4,90 % par année, selon une date d'échéance de 10 à 15 ans. Dix-neuf importants investisseurs institutionnels des États-Unis et du Canada font partie des détenteurs de billets.

Le rendement du capital utilisé<sup>(10)</sup> était de 11,7 %, comparativement à 11,9 % l'an dernier, abstraction faite de l'incidence du recouvrement d'impôt sur le résultat de l'exercice 2018 découlant de la réforme fiscale aux États-Unis et des gains nets tirés des transactions stratégiques relatives à nos coentreprises en Asie.

CAE versera un dividende de 0,10 \$ par action le 29 mars 2019 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 15 mars 2019.

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2018, CAE a racheté et annulé 1 923 400 actions ordinaires aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal (OPRCN) des activités, au prix moyen pondéré de 25,54 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie totale de 49,1 millions \$. Le 8 février 2019, CAE a reçu l'approbation de la part de son conseil d'administration pour le renouvellement de son OPRCN visant le rachat d'au plus 5 300 613 de ses actions ordinaires émises et en circulation (environ 2 % de ses actions en circulation) au cours de la période s'échelonnant du 25 février 2019 au 24 février 2020.

### **Perspectives de la direction – croissance à l'exercice 2019 (résultats ajustés en fonction de la norme IFRS 15)**

Les marchés principaux de CAE bénéficient de la croissance à long terme et CAE prévoit dépasser la croissance constante de ses marchés au cours de l'exercice 2019. Dans le secteur Civil, la Société prévoit continuer à générer une croissance du résultat opérationnel légèrement au-dessus de 10 % étant donné que la demande actuelle pour ses solutions de formation innovatrices se traduit par des gains au niveau des parts de marché et de nouveaux partenariats en formation. De plus, le secteur Civil prévoit conserver sa position de chef de file au niveau des ventes de FFS et enregistrer près de 70 commandes de FFS au cours de l'exercice 2019. Du côté du secteur Défense, la Société continue à prévoir un taux de croissance à un chiffre entre la partie médiane et supérieure de la fourchette, étant donné qu'elle livre ses commandes en carnet et continue à remporter des occasions d'affaires dans un marché très grand. CAE s'attend à ce que le secteur Santé poursuive sa croissance dans les deux chiffres cette année avec sa présence encore plus vaste sur le marché, son catalogue élargi et le lancement soutenu de produits innovateurs. CAE s'attend à ce que ses revenus et ses profits soient balancés au deuxième semestre de l'exercice, en raison de l'incidence de l'adoption de la norme IFRS 15 relative à la livraison des simulateurs, et d'un arrêt de travail de cinq semaines qui a précédé le renouvellement de la convention collective avec les employés de fabrication de CAE au Canada. L'entreprise a réussi à accélérer la production afin d'atténuer les répercussions de cet arrêt de travail et prévoit livrer un nombre record de simulateurs au cours du dernier trimestre de son exercice financier. Le financement des occasions de croissance demeure la priorité de CAE en matière d'affectation des capitaux et continue d'être soutenu par des clients qui impartissent de plus en plus leur formation dans ses importants marchés principaux. CAE prévoit actuellement que ses dépenses totales d'investissement en immobilisations atteindront environ 250 millions \$ à l'exercice 2019. CAE met l'accent sur les investissements en

capitaux qui offrent une croissance durable et rentable et des rendements croissants, et qui appuient sa stratégie d'être reconnue mondialement comme le partenaire de choix en formation. Les attentes de la direction sont fondées sur les conditions du marché qui sont positives et sur la réceptivité des clients à l'égard des solutions de formation de CAE, ainsi que sur les importantes hypothèses formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2018 de CAE.

### **IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients**

À partir du 1<sup>er</sup> avril 2018, CAE a adopté la norme IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients, qui change la façon de comptabiliser les produits des activités ordinaires de la Société pour un certain nombre de contrats avec ses clients. L'incidence de la norme IFRS 15 pour CAE porte principalement sur le moment où les produits des activités ordinaires sont comptabilisés pour certains dispositifs de formation qui étaient antérieurement comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux et qui ne satisferont plus aux critères de comptabilisation des produits des activités ordinaires au fil du temps. Les produits des activités ordinaires liés à ces dispositifs de formation sont plutôt comptabilisés à l'achèvement. Bien que ces changements se répercutent sur le moment de comptabilisation des produits des activités ordinaires et des bénéfices tirés des contrats, ils n'ont aucune incidence sur les flux de trésorerie tirés des contrats. Les résultats financiers publiés dans ce communiqué pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont été retraités de manière à refléter les modifications comptables exigées par la norme IFRS 15 étant donné que la Société a adopté la norme de façon rétrospective au cours de cet exercice financier. Pour plus de renseignements, y compris l'incidence sur les résultats de l'exercice 2018 de CAE, veuillez vous reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2018.

### **Information détaillée**

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE qui sont disponibles sur notre site Web à [www.cae.com/fr/investisseurs](http://www.cae.com/fr/investisseurs) pour obtenir un exposé plus complet de nos résultats sectoriels.

Les états financiers consolidés et le rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 ont été déposés auprès des commissions canadiennes de valeurs mobilières sur SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)) et sont disponibles sur notre site Web ([www.cae.com](http://www.cae.com)). Ces documents ont également été déposés auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et sont disponibles sur son site Web ([www.sec.gov](http://www.sec.gov)). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs ([investisseurs@cae.com](mailto:investisseurs@cae.com)).

### **Conférence téléphonique sur les résultats du T3 de l'EX2019**

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Sonya Branco, vice-présidente, Finances, et chef de la direction financière; et Andrew Arnovitz, vice-président, Stratégie et Relations avec les investisseurs, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats aujourd'hui à 13 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-877-586-3392 ou +1-416-981-9024. Une diffusion audio en direct sera accessible au public sur le site Web de CAE à [www.cae.com](http://www.cae.com).

CAE est un chef de file mondial en formation dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et de la santé. Appuyés par plus de 70 ans d'innovations, nous participons à la définition des normes mondiales en formation. Nos solutions innovatrices, qui vont de la formation virtuelle à l'entraînement en vol, rendent le transport aérien plus sécuritaire, gardent nos forces de défense prêtes pour leurs missions et améliorent la sécurité des

patients. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec plus de 9 000 employés, 160 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays. Nous assurons chaque année la formation de plus de 220 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense, dont plus de 135 000 pilotes, et de milliers de professionnels de la santé dans le monde.

### **Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats**

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

### **Mise en garde concernant les énoncés prospectifs**

Certaines déclarations énoncées dans ce communiqué sont des déclarations de nature prospective. Cela inclut, sans s'y limiter, toute déclaration liée à notre orientation financière pour l'exercice 2019 (y compris les produits des activités ordinaires, les investissements en capital et les marges) et toute autre déclaration qui ne porte pas sur des faits historiques. Les déclarations prospectives décrivent des attentes, des projets, des résultats ou des stratégies futurs et peuvent souvent être identifiées par l'utilisation de mots comme « anticiper », « prévoir », « croire », ainsi que d'autres expressions similaires qui ont pour but de signaler les déclarations prospectives ainsi que par l'utilisation du futur ou du conditionnel. Toutes ces déclarations sont des déclarations prospectives au sens des dispositions d'exonération des lois canadiennes applicables sur les valeurs mobilières et au sens de la loi américaine Private Securities Litigation Reform Act of 1995. Les déclarations prospectives, de par leur nature, sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents, et sont fondées sur diverses hypothèses, tant générales que spécifiques, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des attentes formulées dans les énoncés prospectifs et que nos perspectives, objectifs, plans et priorités stratégiques ne soient pas atteints. Ainsi, nous ne pouvons pas garantir que les énoncés prospectifs se concrétiseront et nous vous avisons de ne pas vous fier outre mesure à ces énoncés prospectifs. Les déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 8 février 2019 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf dans la mesure prévue par les lois sur les valeurs mobilières applicables, nous ne nous engageons pas à mettre à jour ou à réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Sauf indication contraire, ces déclarations ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels non récurrents ou autres, ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 8 février 2019. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué visent à aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers prévus pour l'exercice 2019 et à obtenir une meilleure compréhension de notre environnement opérationnel prévu. Les lecteurs sont avisés que ces renseignements peuvent ne pas convenir à d'autres fins. La valeur des investissements en capital prévus qui devraient être effectués par CAE au cours de l'exercice 2019 laisse croire qu'ils le seront conformément à notre plan annuel actuel. Toutefois, nous ne pouvons assurer que de tels niveaux d'investissement seront maintenus de sorte que la valeur des investissements en capital actuels effectués par CAE durant cette période pourrait différer considérablement de nos attentes actuelles.

### **Importantes hypothèses**

Un certain nombre d'hypothèses économiques, opérationnelles, financières et du marché ont été formulées par CAE dans l'élaboration de ses énoncés prospectifs pour l'exercice 2019 qui figurent dans ce communiqué, y compris, mais sans se limiter à certaines hypothèses économiques et du marché comme : croissance économique

modeste et hausse modérée des taux d'intérêt au cours de l'exercice 2019; un niveau soutenu de concurrence dans les marchés Civil, Défense et Santé; aucun changement des réglementations qui touchent notre entreprise ayant des conséquences importantes financières, opérationnelles ou concurrentielles; et un marché de la défense positif soutenu.

### **Hypothèses concernant nos activités**

Un certain nombre d'hypothèses concernant les activités de CAE ont également été formulées dans l'élaboration de ses énoncés prospectifs pour l'exercice 2019 qui figurent dans ce communiqué, y compris, mais sans se limiter aux facteurs suivants : conservation de la part de marché de CAE dans le secteur de la vente de simulateurs civils malgré la concurrence au niveau des prix et capacité de CAE à augmenter sa part de marché dans le secteur de la formation.

Les hypothèses suivantes, bien qu'elles soient jugées raisonnables par CAE le 8 février 2019, peuvent s'avérer inexactes. Ainsi, nos résultats actuels peuvent différer considérablement des attentes établies dans ce communiqué.

### **Risques importants**

Les facteurs de risque importants qui pourraient faire en sorte que nos hypothèses et nos estimations soient inexactes et que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés dans nos énoncés prospectifs, y compris notre orientation financière pour l'exercice 2019, sont mentionnés dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2018 déposé par CAE auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (disponibles à [www.sedar.com](http://www.sedar.com)) et auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (disponibles à [www.sec.gov](http://www.sec.gov)). Le rapport de gestion de l'exercice 2018 est également disponible à [www.cae.com](http://www.cae.com). L'élaboration de nos énoncés prospectifs, y compris notre capacité à atteindre nos objectifs pour l'exercice 2019, dépend essentiellement du rendement de notre entreprise qui est assujéti à plusieurs risques. Ainsi, les lecteurs sont informés que les risques divulgués pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

### **Mesures hors PCGR et autres mesures financières**

Le présent communiqué comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information complémentaire utile et peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés. La direction croit que la présentation de certaines mesures hors PCGR fournit aux lecteurs une meilleure compréhension de nos résultats et des tendances tout en leur fournissant des renseignements additionnels sur nos résultats financiers et opérationnels.

<sup>(1)</sup> Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

<sup>(2)</sup> Prises de commandes et carnet de commandes

Les prises de commandes sont une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues :



- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, les prises de commande sont habituellement converties en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des prises de commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Le carnet de commandes total est une mesure financière hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et qui comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises est constitué de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes reçues par nos coentreprises, mais qui n'ont pas encore été exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées, comme il est mentionné ci-dessus;
- Les commandes non financées sont des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

<sup>(3)</sup> Le résultat opérationnel est une mesure additionnelle qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

<sup>(4)</sup> Le résultat opérationnel sectoriel est une mesure hors PCGR et est la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel total correspond au résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

<sup>(5)</sup> Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de lien direct avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

<sup>(6)</sup> Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période.

<sup>(7)</sup> Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

<sup>(8)</sup> La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

<sup>(9)</sup> Le ratio de la dette nette sur le capital total représente la dette nette, divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

<sup>(10)</sup> Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Pour d'autres mesures hors PCGR et d'autres mesures financières surveillées par CAE, veuillez vous reporter au rapport de gestion de CAE déposé auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières qui est disponible sur notre site Web ([www.cae.com](http://www.cae.com)) et sur celui de SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)).

## **Personnes-ressources**

### **Relations avec les investisseurs :**

Andrew Arnovitz, vice-président, Stratégie et Relations avec les investisseurs, 1-514-734-5760, [andrew.arnovitz@cae.com](mailto:andrew.arnovitz@cae.com)

### **Média :**

Hélène V. Gagnon, vice-présidente, Affaires publiques et Communications mondiales, 1-514-340-5536, [helene.v.gagnon@cae.com](mailto:helene.v.gagnon@cae.com)

# État consolidé de la situation financière

	31 décembre 2018	31 mars 2018	1 avril 2017
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>		Retraité	Retraité
<b>Actif</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	361,7 \$	611,5 \$	504,7 \$
Créances clients et autres débiteurs	577,3	452,0	450,1
Actifs sur contrat	497,3	439,7	348,5
Stocks	604,2	516,1	549,0
Acomptes	63,7	50,0	63,8
Impôt sur le résultat à recouvrer	63,9	40,7	25,6
Actifs financiers dérivés	7,7	13,3	23,4
<b>Total de l'actif courant</b>	<b>2 175,8 \$</b>	<b>2 123,3 \$</b>	<b>1 965,1 \$</b>
Immobilisations corporelles	1 947,6	1 803,9	1 582,6
Immobilisations incorporelles	1 318,0	1 055,6	944,0
Participations mises en équivalence	297,8	242,7	375,8
Actifs d'impôt différé	56,7	61,2	42,9
Actifs financiers dérivés	11,2	11,5	16,0
Autres actifs	487,4	482,0	471,3
<b>Total de l'actif</b>	<b>6 294,5 \$</b>	<b>5 780,2 \$</b>	<b>5 397,7 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>			
Dettes fournisseurs et charges à payer	893,5 \$	666,9 \$	686,1 \$
Provisions	28,4	32,1	43,2
Impôt sur le résultat à payer	17,8	15,3	9,6
Produits différés	10,0	10,0	11,4
Passifs sur contrat	759,7	679,5	593,4
Partie courante de la dette à long terme	230,6	52,2	51,9
Passifs financiers dérivés	42,3	18,1	15,5
<b>Total du passif courant</b>	<b>1 982,3 \$</b>	<b>1 474,1 \$</b>	<b>1 411,1 \$</b>
Provisions	35,6	39,5	39,1
Dette à long terme	1 116,8	1 208,7	1 203,5
Obligations relatives aux redevances	137,0	140,8	138,5
Obligations au titre des avantages du personnel	194,0	200,6	157,7
Profits différés et autres passifs	261,1	229,9	217,8
Passifs d'impôt différé	194,2	184,7	213,0
Passifs financiers dérivés	4,7	4,4	4,7
<b>Total du passif</b>	<b>3 925,7 \$</b>	<b>3 482,7 \$</b>	<b>3 385,4 \$</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions	640,9 \$	633,2 \$	615,4 \$
Surplus d'apport	25,2	21,3	19,4
Cumul des autres éléments du résultat global	248,9	260,3	191,1
Résultats non distribués	1 374,2	1 314,3	1 126,2
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	2 289,2 \$	2 229,1 \$	1 952,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	79,6	68,4	60,2
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>2 368,8 \$</b>	<b>2 297,5 \$</b>	<b>2 012,3 \$</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>6 294,5 \$</b>	<b>5 780,2 \$</b>	<b>5 397,7 \$</b>

## État consolidé du résultat net

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>				
Produits des activités ordinaires	816,3 \$	828,2 \$	2 282,1 \$	2 102,6 \$
Coût des ventes	583,0	572,5	1 628,6	1 461,7
<b>Marge brute</b>	<b>233,3 \$</b>	<b>255,7 \$</b>	<b>653,5 \$</b>	<b>640,9 \$</b>
Frais de recherche et de développement	31,1	29,8	91,5	92,1
Frais de vente, généraux et d'administration	101,4	98,6	292,0	268,5
Autres profits – montant net	(2,5)	(15,1)	(17,1)	(33,1)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(9,7)	(8,8)	(23,1)	(31,9)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>113,0 \$</b>	<b>151,2 \$</b>	<b>310,2 \$</b>	<b>345,3 \$</b>
Charges financières – montant net	19,3	17,2	55,2	53,0
<b>Résultat avant impôt sur le résultat</b>	<b>93,7 \$</b>	<b>134,0 \$</b>	<b>255,0 \$</b>	<b>292,3 \$</b>
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	14,2	(11,8)	40,3	23,2
<b>Résultat net</b>	<b>79,5 \$</b>	<b>145,8 \$</b>	<b>214,7 \$</b>	<b>269,1 \$</b>
Attribuable aux:				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	77,6 \$	143,8 \$	207,7 \$	263,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,9	2,0	7,0	5,4
<b>Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société</b>				
De base	0,29 \$	0,54 \$	0,78 \$	0,98 \$
Dilué	0,29 \$	0,53 \$	0,77 \$	0,98 \$

# État consolidé du résultat global

<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
<b>Résultat net</b>	<b>79,5 \$</b>	Retraité 145,8 \$	<b>214,7 \$</b>	Retraité 269,1 \$
<b>Éléments pouvant être reclassés en résultat net</b>				
Différence de conversion liée aux établissements à l'étranger	137,9 \$	32,3 \$	51,8 \$	(41,1) \$
Reclassement au résultat net de différence de conversion	(2,0)	(4,3)	(17,9)	(24,3)
(Pertes) gains des couvertures de flux de trésorerie – montant net	(27,0)	(4,2)	(22,7)	20,3
Reclassement au résultat net des couvertures de flux de trésorerie	0,1	4,0	0,7	(6,1)
(Pertes) gains d'investissements nets dans des établissements à l'étranger – montant net	(26,3)	(2,9)	(27,7)	28,5
Impôt sur le résultat	3,9	2,6	8,6	2,5
	<b>86,6 \$</b>	<b>27,5 \$</b>	<b>(7,2) \$</b>	<b>(20,2) \$</b>
<b>Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net</b>				
Réévaluations des régimes de pension à prestations définies	(14,6) \$	(44,3) \$	18,5 \$	(44,0) \$
Variation nette des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat global	0,1	—	—	—
Impôt sur le résultat	3,9	11,9	(4,9)	11,8
	<b>(10,6) \$</b>	<b>(32,4) \$</b>	<b>13,6 \$</b>	<b>(32,2) \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>76,0 \$</b>	<b>(4,9) \$</b>	<b>6,4 \$</b>	<b>(52,4) \$</b>
<b>Total du résultat global</b>	<b>155,5 \$</b>	<b>140,9 \$</b>	<b>221,1 \$</b>	<b>216,7 \$</b>
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	150,6 \$	138,9 \$	209,9 \$	213,5 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	4,9	2,0	11,2	3,2

## État consolidé des variations des capitaux propres

<i>Période de neuf mois close le 31 décembre 2018</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens,</i> <i>sauf les nombres d'actions)</i>	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total			
Soldes à l'ouverture de la période (Retraité)	267 738 530	633,2 \$	21,3 \$	260,3 \$	1 314,3 \$	2 229,1 \$	68,4 \$	2 297,5 \$	
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	207,7 \$	207,7 \$	7,0 \$	214,7 \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(11,4)	13,6	2,2	4,2	6,4	
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(11,4) \$	221,3 \$	209,9 \$	11,2 \$	221,1 \$	
Options sur actions exercées	771 825	13,3	(1,8)	—	—	11,5	—	11,5	
Achat facultatif au comptant d'actions	1 873	0,1	—	—	—	0,1	—	0,1	
Actions ordinaires rachetées et annulées	(3 610 100)	(8,7)	—	—	(84,1)	(92,8)	—	(92,8)	
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	5,7	—	—	5,7	—	5,7	
Dividendes en actions	113 600	3,0	—	—	(3,0)	—	—	—	
Dividendes en trésorerie	—	—	—	—	(74,3)	(74,3)	—	(74,3)	
<b>Soldes à la clôture de la période</b>	<b>265 015 728</b>	<b>640,9 \$</b>	<b>25,2 \$</b>	<b>248,9 \$</b>	<b>1 374,2 \$</b>	<b>2 289,2 \$</b>	<b>79,6 \$</b>	<b>2 368,8 \$</b>	

  

<i>Période de neuf mois close le 31 décembre 2017</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens,</i> <i>sauf les nombres d'actions)</i>	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total			
Soldes à l'ouverture de la période (Retraité)	268 397 224	615,4 \$	19,4 \$	191,1 \$	1 126,2 \$	1 952,1 \$	60,2 \$	2 012,3 \$	
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	263,7 \$	263,7 \$	5,4 \$	269,1 \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(18,0)	(32,2)	(50,2)	(2,2)	(52,4)	
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(18,0) \$	231,5 \$	213,5 \$	3,2 \$	216,7 \$	
Options sur actions exercées	1 002 300	15,2	(2,4)	—	—	12,8	—	12,8	
Achat facultatif au comptant d'actions	1 496	—	—	—	—	—	—	—	
Actions ordinaires rachetées et annulées	(2 061 500)	(4,8)	—	—	(39,6)	(44,4)	—	(44,4)	
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	4,4	—	—	4,4	—	4,4	
Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	3,3	3,3	
Dividendes à des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(2,5)	(2,5)	
Dividendes en actions	108 899	2,4	—	—	(2,4)	—	—	—	
Dividendes en trésorerie	—	—	—	—	(67,4)	(67,4)	—	(67,4)	
<b>Soldes à la clôture de la période (Retraité)</b>	<b>267 448 419</b>	<b>628,2 \$</b>	<b>21,4 \$</b>	<b>173,1 \$</b>	<b>1 248,3 \$</b>	<b>2 071,0 \$</b>	<b>64,2 \$</b>	<b>2 135,2 \$</b>	

# Tableau consolidé des flux de trésorerie

Périodes de neuf mois closes les 31 décembre  
(montants en millions de dollars canadiens)

	2018	2017
		Retraité
<b>Activités opérationnelles</b>		
Résultat net	214,7 \$	269,1 \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	97,3	90,8
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	56,4	61,1
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(23,1)	(31,9)
Impôt sur le résultat différé	24,9	(9,8)
Crédits d'impôt à l'investissement	(8,0)	(14,4)
Rémunération fondée sur des actions	3,4	7,9
Régimes de retraite à prestations définies	12,4	6,0
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants	(22,1)	(24,0)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	4,4	4,8
Réévaluation d'un investissement, nette des coûts de réorganisation et autres	—	(4,0)
Autres	3,5	(15,1)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	0,3	(75,0)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles</b>	<b>364,1 \$</b>	<b>265,5 \$</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	(33,5) \$	(124,4) \$
Produit de la cession de participation dans un investissement	—	117,8
Ajouts d'actifs par le biais de la monétisation de redevances	(202,7)	—
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles	(155,6)	(116,5)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	2,5	16,4
Ajouts d'immobilisations incorporelles	(62,1)	(31,9)
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	(27,0)	(11,7)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	7,1	23,6
Autres	2,9	0,7
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>	<b>(468,4) \$</b>	<b>(126,0) \$</b>
<b>Activités de financement</b>		
Produits tirés des prélèvements aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables	237,0 \$	106,0 \$
Remboursement sur l'encours des facilités de crédit non garanties renouvelables	(237,0)	(106,0)
Produit tiré de la dette à long terme	84,3	27,3
Remboursement sur la dette à long terme	(66,6)	(23,8)
Remboursement sur des contrats de location-financement	(8,3)	(15,6)
Dividendes versés	(74,3)	(67,4)
Émission d'actions ordinaires	11,6	12,8
Rachat d'actions ordinaires	(92,8)	(44,4)
Autres	—	(1,9)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>	<b>(146,1) \$</b>	<b>(113,0) \$</b>
<b>Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>	<b>0,6 \$</b>	<b>(0,4) \$</b>
<b>(Diminution) hausse nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(249,8) \$</b>	<b>26,1 \$</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période</b>	<b>611,5</b>	<b>504,7</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>	<b>361,7 \$</b>	<b>530,8 \$</b>
Information supplémentaire :		
Intérêts payés	38,0 \$	38,8 \$
Intérêts reçus	10,5	9,5
Impôt sur le résultat payé	23,4	30,6